

Economie : les compteurs remis à zéro à la fin de l'année

Jean-Christophe Catalon, *Alternatives économiques*, 7 juillet 2021

L'hiver prochain, l'économie tricolore retrouvera son niveau d'activité de fin 2019, prévoit l'Insee. Toutefois, elle demeure sensiblement en dessous de sa trajectoire d'avant-crise.

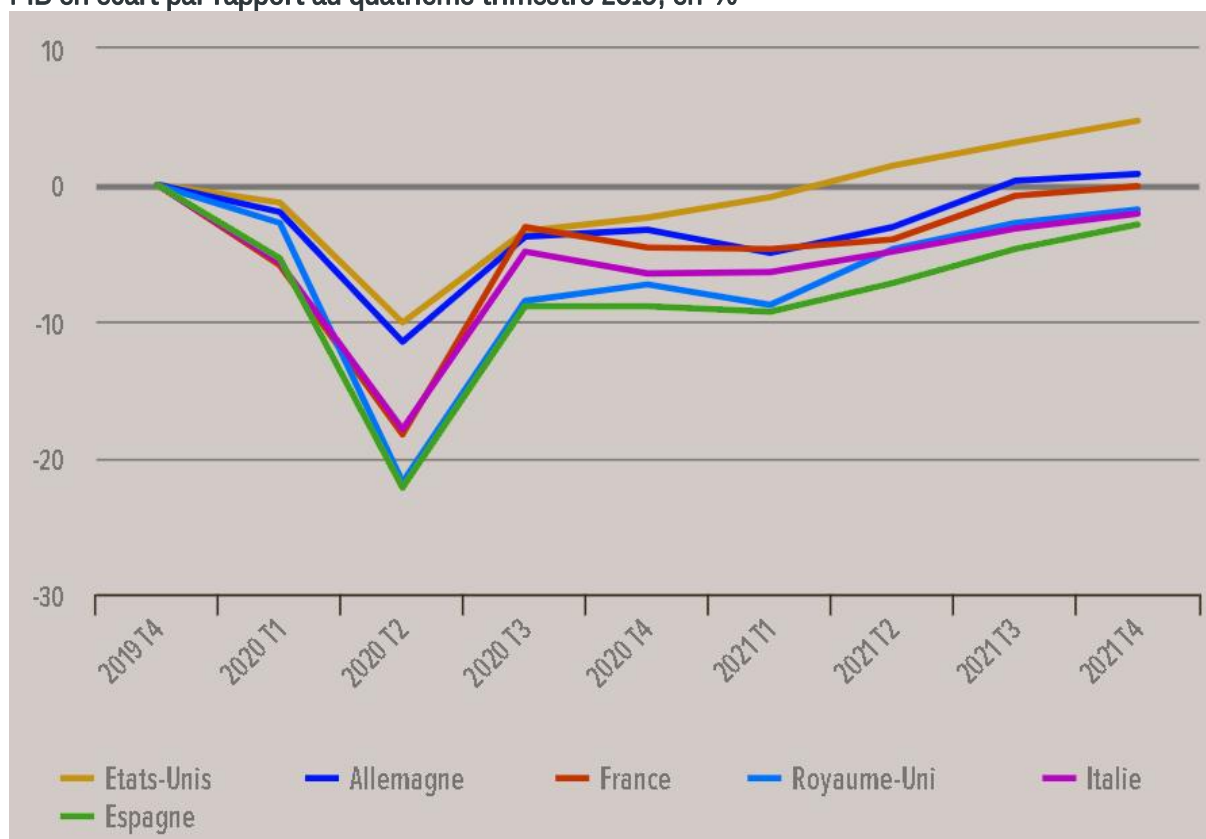
L'ascension est longue, mais on en voit enfin le bout. Depuis sa chute vertigineuse au printemps 2020, l'économie française est remontée, palier par palier, et devrait retrouver son niveau d'activité d'avant-crise à la fin de cette année, prévoit [l'Insee dans sa note de conjoncture publiée le 1^{er} juillet](#). Après une récession de 8 % l'an dernier, l'institut anticipe un taux de croissance de 6 % en 2021.

Ces prévisions dépendent bien évidemment de la situation sanitaire. En juin, l'activité serait 2,5 % inférieure à son niveau du quatrième trimestre 2019, après environ 5 % entre janvier et avril. Pour continuer la remontée et revenir à zéro en décembre, encore faut-il qu'aucune mesure contraignante forte ne soit prise.

« Les agents économiques semblent faire l'hypothèse que, même s'il devait y avoir une résurgence de l'épidémie, elle n'engendrerait pas des restrictions aussi sévères que ce qu'on a connu depuis un peu plus d'un an », précise Julien Pouget, chef du département de la conjoncture à l'Insee.

La France et l'Allemagne retrouvent leur niveau d'activité d'avant-crise, les Etats-Unis le dépassent largement

PIB en écart par rapport au quatrième trimestre 2019, en %



Source : Insee, Destatis, Istat, INE, ONS, BEA, (prévisions Insee à partir du T2 2021)

8,2 % de chômage

Si les variants ne viennent pas gâcher la fête, plusieurs indicateurs économiques reviendront à leur niveau d'il y a deux ans, à commencer par le taux de chômage. Pour mémoire, [ce thermomètre était cassé à cause des confinements](#) : certaines personnes ne pouvaient plus chercher du travail et étaient donc sorties de la statistique.

« A l'horizon de la fin de l'année 2021, la levée des mesures de restrictions sanitaires permettrait à ces personnes de revenir sur le marché du travail, en reprenant des recherches actives d'emploi. Le nombre d'actifs rebondirait ainsi nettement pour retrouver son niveau tendanciel : il augmenterait de 377 000 sur l'année, essentiellement sur le second semestre (+ 274 000) », écrit l'Insee.

En parallèle, plus de 320 000 emplois salariés seraient créés cette année. L'un dans l'autre, la hausse de la population active et la progression des créations d'emplois *« se compenseraient en grande partie »*, maintenant le chômage à un taux plus réaliste de 8,2 % fin 2021, soit 0,1 point de plus qu'au quatrième trimestre 2019.

Autre indicateur : la consommation ne serait plus que de 1 % inférieure à son niveau d'avant-crise en juin, et devrait le dépasser au dernier trimestre. Enfin libres de dépenser leur argent dans les restaurants et les magasins, les Français vont se remettre à épargner comme avant. Au dernier trimestre de cette année, ils mettraient 15,6 % de leur revenu de côté, soit à peu près la même part qu'il y a deux ans (15,1 %) – lors du premier confinement, ils avaient mis un quart de leur revenu de côté.

Les statisticiens gardent en revanche un œil sur l'évolution de l'inflation. Avec la reprise mondiale de l'économie, la demande en matières premières (fer, cuivre, bois, etc.) et en composants (semi-conducteurs, etc.) a bondi, poussant leurs prix à la hausse, tout comme ceux du pétrole. Les entreprises vont commencer à répercuter cette augmentation des coûts sur leurs prix de vente. Cet été, l'inflation devrait donc dépasser 2 % sur un an, avant de revenir à 1,8 % en fin d'année. En moyenne annuelle, l'inflation progresserait de 1,5 % en 2021, après seulement 0,5 % l'année précédente, qui était due à l'effondrement des prix de l'énergie.

A ce stade, l'Insee n'anticipe pas la création d'une boucle prix-salaire, où la poussée de l'inflation inciterait les travailleurs à faire pression sur leurs employeurs pour obtenir des revalorisations salariales, qui pourraient à leur tour être répercutées sur les prix de vente et alimenter davantage l'inflation.

Deux années de perdues à rattraper

Bien que l'économie commence à retrouver une allure normale, *« elle n'est pas le calque de ce qu'elle était il y a deux ans »*, tempère Julien Pouget. La crise est passée par là et a touché les secteurs de façon différenciée.

Sans surprise, l'activité dans l'hébergement-restauration devrait rester en dessous de son niveau d'avant-crise, d'autant que les touristes étrangers ne sont pas près de revenir aussi nombreux qu'auparavant. Idem pour l'aéronautique, dont les volumes de construction risquent de demeurer plus faibles qu'en 2019. Ces deux secteurs étant ceux qui tirent les exportations tricolores, la balance commerciale serait plus longuement affectée. A l'inverse, les entreprises de l'information et de la communication connaîtraient un meilleur dynamisme qu'avant le Covid.

Surtout, revenir au niveau d'activité d'avant la pandémie n'est pas la panacée. En effet, l'économie n'aurait toujours pas rattrapé la trajectoire tendancielle qu'elle avait avant le Covid, mais se situerait encore 2 à 2,5 points de PIB en dessous à la fin de l'année. Dit autrement, s'il n'y avait pas eu la pandémie, l'économie aurait créé 2 à 2,5 % de richesse en plus.

A plus long terme, l'Insee estime ce « *terrain perdu* » à 1,6 point de PIB par rapport au PIB tendanciel d'avant-crise. « *Plus de la moitié de cette perte proviendrait de secteurs représentant seulement un peu plus de 15 % de la valeur ajoutée totale (dont la fabrication de matériels de transports, l'hébergement-restauration, les services de transport, etc.)* », souligne l'institut.

Cet écart se traduit sur le front de l'emploi. Les 320 000 créations d'emplois salariés évoquées plus haut ne font que compenser les pertes de 2020. « *En deux années marquées par la crise sanitaire [2020-2021, NDLR], 25 000 emplois salariés nets seraient ainsi créés, contre 216 000 par an en moyenne entre 2015 et 2019* », détaille l'Insee.